

Code électoral : Sous la pression internationale, le CNDD-FDD tempore

APA, 31 août 2009 - La classe politique burundaise appelle à renouer le dialogue pour les élections de 2010 Bujumbura (Burundi) - La communauté internationale a demandé ce week-end aux hommes politiques burundais de renouer le dialogue afin d'aboutir à un cadre légal inclusif pour les élections de 2010, indique un communiqué du Bureau international des Nations Unies au Burundi (BINUB). Selon ce communiqué des pays et organisations dont l'Afrique du Sud, la Tanzanie, les Etats-Unis, l'Union européenne et les Nations Unies, ont réuni les partis politiques représentés au Parlement. Il s'agit notamment du Conseil national pour la défense de la démocratie-forces nationales pour la défense de la démocratie (CNDD-FDD), l'Union pour le progrès national (UPRONA), le Front pour la démocratie au Burundi (FRODEBU), le Conseil national pour la défense de la démocratie (CNDD) et le Mouvement pour la réhabilitation du citoyen (MRC), pour leur exprimer leur inquiétude vis-à-vis de l'interruption du consensus qui avait abouti au projet de Code électoral actuellement en étude au Parlement.

« Nous avons suivi avec intérêt le processus qui a conduit à l'élaboration du projet de Code électoral qui, malgré les difficultés initialement rencontrées, a semblé avoir aplani les principaux points de désaccord. L'ensemble de la communauté internationale exprime ses inquiétudes au sujet de ce qui semble être une tournure regrettable des événements. Nous vous exhortons individuellement et collectivement à trouver des voies et moyens pour renouer le dialogue et pour vous assurer que le texte final bénéficie d'un large soutien des parties prenantes », indique le communiqué. Nous ne sommes pas là pour donner notre point de vue ou des conseils sur des questions qui sont à l'origine du débat entre les principaux partis. Nous sommes seulement venus en tant que partenaires qui partagent votre engagement afin que le processus électoral devienne un autre jalon dans le cadre des efforts que le Burundi ne cesse de déployer pour la consolidation de la paix et de la démocratie, indique encore le communiqué. Cet appel semble avoir été entendu car la séance plénière qui avait été programmée ce lundi à l'Assemblée nationale pour étudier le Code électoral a été reportée à une date ultérieure. Le président de l'Assemblée nationale, Pie Ntavyohanyumwe, lors de cette rencontre entre la communauté internationale et les partis politiques, a assuré que les consultations vont continuer afin d'aboutir à un consensus. Le projet de Code électoral examiné le 9 juillet par le conseil des ministres avait été rejeté par les partis politiques qui jugeaient qu'il était taillé sur mesure pour le parti au pouvoir. Des tractations, avec l'appui de la communauté internationale, avaient abouti à un consensus amenant les parties à se mettre d'accord pour envoyer le texte au Parlement, pour adoption. Une fois le texte posé sur la table de l'Assemblée nationale, le président de la Commission de justice et droits de l'Homme saisie sur le fond pour étudier le projet de loi, sur injonction de la présidence de la République et du CNDD-FDD, a chambardé tout ce qui faisait l'objet de consensus, fulminent les partis de l'opposition.